

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 10 AVRIL 1902.

Proposition de loi modifiant l'article 157 de la loi du 18 juin 1869
sur l'organisation judiciaire ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. DESTRÉE.

MESSIEURS,

La Commission spéciale chargée de l'examen du projet de loi déposé par MM. Dufrane, De Jaer, Giroul, Vandervelde, Hubin et Harmignie s'est réunie à diverses reprises.

Le projet de loi est l'expression des désirs d'une série de modestes auxiliaires de la justice. Il vise deux ordres d'idées : 1° le mode de nomination et de révocation des secrétaires et commis des parquets; 2° l'amélioration, et ce, selon les règles fixes, de leurs appointements.

La Commission réclama d'abord l'avis du Gouvernement sur l'utilité du projet et ses conséquences financières de son adoption. Le 15 octobre 1901, l'honorable M. Van den Heuvel, Ministre de la Justice, lui adressa la réponse suivante :

Bruxelles, le 15 octobre 1901.

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» Comme suite à la demande que m'a adressée M. le Rapporteur de la Commission spéciale chargée de l'examen de la proposition de loi modifiant l'article 157 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, j'ai l'hon-

(1) Proposition de loi, n° 125 (session de 1900-1901).

(2) La Commission était composée de MM. BEGEREM, *président*, DESTRÉE, NEUJEAN, VAN CLERMPUTTE, LE PAIGE.

neur de vous faire parvenir le tableau ci-annexé, indiquant les conséquences financières de l'adoption de cette proposition.

Application au 1^{er} juillet 1901, au personnel en fonction à cette date.

	SECRETAIRES.				COMMIS			
	Nombre	Traitements actuels	Traitements proposés.	Augmentation	Nombre.	Traitements actuels.	Traitements proposés	Augmentation
Cour de Cassation	1	4,500	4,500	"	1	2,550	2,900	350
Cours d'Appel.	3	15,200	15,500	100	17	58,600	45,000	7,500
Tribunaux de 1 ^{re} instance 1 ^{re} classe .	4	15,800	16,800	1,000	20	48,900	60,100	11,200
— — 2 ^e — .	14	55,200	59,900	6,700	34	65,500	75,400	12,100
— — 3 ^e — .	8	26,400	50,100	5,700	10	16,500	19,200	2,900
	50	115,100	126,600 (¹)	11,500	91	160,650	205,500	55,850

Nombre de titulaires : 100.

Traitements actuels : 284,750.

Traitements proposés : 350,100.

Augmentation : 45,350.

(¹) Il n'a été tenu compte, pour établir cette charge, que des services rendus en qualité de secrétaire.

» En 1899, lors de la discussion de la proposition de loi relative aux employés dans les greffes, le Gouvernement a décliné toute intervention dans la nomination des auxiliaires des différentes autorités judiciaires. Il estimait « qu'il doit appartenir à celui qui a la direction soit d'un greffe, soit » d'un parquet, qui doit utiliser le travail du commis, de l'employé, d'en » faire le choix et la désignation; qu'étant le mieux à même de se rendre » compte des nécessités du service, c'est à lui qu'il doit appartenir de juger » de l'intelligence, des aptitudes, de l'application, de la valeur des services » que rendent ou doivent rendre ses collaborateurs, et, enfin, qu'au point » de vue de la discipline, la mesure s'imposait avec non moins de force et de » rigueur. » (*Annales parlementaires*, Chambre des Représentants. Séance du 20 juin 1899.)

» Le Gouvernement n'a pu davantage admettre la fixation par la loi du taux des traitements et du mode d'augmentation de ces employés, parce qu'« un système semblable aurait eu pour conséquence d'accorder les mêmes » droits à tous, sans réserve ni distinction, sans tenir compte des capacités » ni de la valeur ou de l'insuffisance des services rendus ».

» Ces considérations, admises en 1899 par les Chambres législatives, conservent toute leur valeur relativement à la catégorie d'employés visés par la proposition de loi soumise à l'examen de la Commission.

» Il importe à la bonne marche du service que les secrétaires et les commis des parquets continuent d'être nommés et démissionnés par les procureurs généraux et les procureurs du Roi, comme ils l'ont été jusqu'à ce jour,

sans qu'on puisse reprocher à ce régime de donner lieu à des abus de pouvoir.

» La proposition de fixer le barème des traitements dans une loi ne se justifie pas plus à l'égard des secrétaires et commis des parquets qu'à l'égard de tous les autres fonctionnaires et employés de l'administration générale du Royaume; la mesure offrirait en ce qui les concerne les mêmes inconvénients que pour ceux-ci.

» *Le Ministre de la Justice,*

» VAN DEN HEUVEL. »

Une discussion s'est engagée au sein de la Commission, au sujet de l'article 1^{er}, les uns faisant valoir les considérations alléguées par les intéressés, les autres craignant l'extension inutile du fonctionnarisme et signalant qu'en tous cas, la situation actuelle ne paraissait pas avoir donné lieu à des abus quelconques. La majorité de la Commission a estimé qu'il n'y avait pas lieu d'innover et vous propose, par conséquent, de ne point adopter l'article 1^{er} du projet de loi.

Toutefois, la Commission estime qu'il pourrait y avoir utilité à nommer par arrêté ministériel les secrétaires du parquet, à raison de l'importance de leurs fonctions. On pourrait alors se rallier, pour ceux-ci, au système proposé dans l'article 1^{er} du projet de loi.

Sur le second point, de beaucoup le plus important, la Commission s'est trouvée unanime pour déclarer les traitements actuels insuffisants et émettre le vœu que le Gouvernement fit au Parlement des propositions tendant à les relever.

Le vœu a été transmis à l'honorable Ministre de la Justice qui, par sa dépêche du 21 décembre 1901, répondit en ces termes :

« MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

» Comme suite à ma dépêche du 15 octobre 1901 et à la demande que m'a adressée le 4 décembre suivant M. le Rapporteur de la Commission spéciale chargée de l'examen de la proposition de loi modifiant l'article 157 de la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, j'ai l'honneur de vous faire connaître que le Gouvernement ne croit pas devoir saisir le Parlement de propositions pour relever la situation des secrétaires et des commis des parquets. Les crédits portés au projet de budget pour l'exercice 1902 comprennent des ressources suffisantes pour donner des augmentations de traitements à ceux de ces employés dont la situation doit être améliorée.

» Recevez, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération très distinguée.

» *Le Ministre de la Justice,*

» VAN DEN HEUVEL. »

La Commission ne peut partager sur ce point l'avis du Gouvernement. Elle fait siennes les doléances qui ont été souvent entendues à la Chambre lors des discussions des budgets de la justice. L'Exposé des motifs du projet de loi de MM. Dufrane et consorts rappelle les sentiments exprimés, à diverses

reprises, par les orateurs de tous les partis, et il serait fastidieux de répéter à nouveau les raisons très sérieuses qui militent en faveur de l'amélioration du sort de ces employés.

Il ne paraît pas équitable de les laisser dans une situation tout à fait inférieure et proche de la misère, alors que tant d'autres auxiliaires des services publics ont vu en ces dernières années, et avec raison, s'accroître leurs ressources. La multiplicité et la délicatesse des tâches qui leur sont confiées, les qualités particulières d'activité, d'ordre et de probité qui sont exigées d'eux, le peu d'avenir que leur offre la carrière justifient le projet de loi présenté à la Chambre.

Enfin, il est à désirer que l'augmentation périodique des traitements soit régulière et soumise à des règles uniformes. Le Gouvernement semble hostile à cette disposition. Ce ne peut être que dans la crainte de diminuer l'esprit d'obéissance de ces employés vis-à-vis de leurs chefs ou leur émulation à remplir exactement leurs devoirs. Il a paru à la Commission qu'il serait largement tenu compte de ce que cette préoccupation a de légitime, en subordonnant l'octroi de l'augmentation à l'avis favorable du chef du parquet auxquels sont attachés ces employés. On peut être certain que nos procureurs généraux et nos procureurs du Roi n'entraveront pas, sans motifs graves, l'avenir de leurs modestes auxiliaires, et cette disposition semble devoir concilier tous les intérêts en cause.

C'est pourquoi votre Commission vous propose l'adoption du projet de loi ainsi amendé. Afin de permettre au Parlement d'apprécier la modification législative projetée, il convient d'indiquer ici la situation actuelle, d'après la circulaire du 22 janvier 1891.

Situation actuelle d'après la circulaire du 22 janvier 1891.				
	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.
A. Cour de cassation :				
Secrétaire	4,500 »	5,700 »	4,500 »	5,500 »
Commis	2,000 »	3,800 »	2,000 »	3,000 »
B. Cours d'appel :				
Secrétaire	4,500 »	5,700 »	4,500 »	5,500 »
Commis	1,800 »	3,600 »	1,600 »	3,200 »
C. Tribunaux de 1 ^{re} instance :				
Secrétaire, 1 ^{re} classe.	3,600 »	4,800 »	3,400 »	4,400 »
— 2 ^e —	3,400 »	4,600 »	3,200 »	4,000 »
— 3 ^e —	3,200 »	4,400 »	3,000 »	3,800 »
Commis, 1 ^{re} classe.	1,400 »	3,200 »	Pas de classe.	
— 2 ^e —	1,300 »	3,100 »	1,200 »	»
— 3 ^e —	1,200 »	3,000 »	»	»

Les conclusions du rapport ont été adoptées par trois voix contre deux abstentions.

Le Rapporteur,
J. DESTREE.

Le Président,
V. BEGEREM.

AMENDEMENTS PROPOSÉS PAR LA COMMISSION.

ARTICLE PREMIER.

L'article 157 de la loi du 18 juin 1869 est modifié comme suit :

1. Les secrétaires des parquets sont nommés par le Ministre de la Justice sur une liste double de candidats présentée par le chef du parquet où ils sont appelés à exercer leurs fonctions. Ils peuvent être révoqués par le Ministre sur l'avis de leur chef.

2. Les traitements des secrétaires et employés des parquets sont fixés conformément au tableau suivant :

	Minimum.	Maximum.
<i>A. Cour de cassation :</i>		
Secrétaire	4,500	5,700
Commis	2,000	3,800
<i>B. Cours d'appel :</i>		
Secrétaire.	4,500	5,700
Commis	1,800	3,600
<i>C. Tribunaux de 1^{re} instance :</i>		
Secrétaire, 1 ^{re} classe	5,600	4,800
— 2 ^e —	3,400	4,600
— 3 ^e —	3,200	4,400
Commis, 1 ^{re} classe	1,400	3,200
— 2 ^e —	1,300	3,100
— 3 ^e —	1,200	3,000

3. Tous les trois ans, les traitements des secrétaires et des employés des parquets, sont, sur avis favorable de leur chef, majorés de 500 francs.

4. La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} du mois suivant sa promulgation. Il sera tenu compte aux titulaires actuellement en fonctions, de leurs années de service, pour la fixation des nouveaux traitements.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 157 der wet van 18 Juni 1869 wordt gewijzigd als volgt :

1. De secretarissen der parketten worden benoemd door den Minister van Justitie uit eene dubbele voordracht van kandidaten, opgemaakt door den overste van het parket waar zij geroepen zijn om hunne bediening uit te oefenen. Zij kunnen, op raad van hunnen overste, door den Minister afgezet worden.

2. De jaarwedden van de secretarissen en beambten der parketten worden bepaald overeenkomstig de hierbij gevoegde tabel :

	Minimum.	Maximum.
<i>A. Hof van cassatie :</i>		
Secretaris.	4,500	5,700
Kommies.	2,000	3,800
<i>B. Hoven van beroep :</i>		
Secretaris.	4,500	5,700
Kommies.	1,800	3,600
<i>C. Rechtbanken van 1^{ste} aanleg :</i>		
Secretaris, 1 ^o klasse	3,600	4,800
— 2 ^o —	3,400	4,600
— 3 ^o —	3,200	4,400
Kommies, 1 ^o klasse	1,400	3,200
— 2 ^o —	1,300	3,100
— 3 ^o —	1,200	3,000

3. Om de drie jaren worden de jaarwedden van de secretarissen en beambten der parketten, op gunstig oordeel van hunnen overste, met 500 frank verhoogd.

4. Deze wet treedt in werking den 1^{sten} der maand volgende op hare bekendmaking. Voor de thans in dienst zijnde titelvoerders, worden, tot bepaling van de nieuwe jaarwedden, hunne diensijaren in aanmerking genomen.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 10 APRIL 1902.

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 157 der wet van 18 Juni 1869
op de rechterlijke inrichting ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER DESTREE.

MIJNE HEEREN,

De bijzondere Commissie, belast met het onderzoek van het wetsvoorstel, overgelegd door de heeren Dufrane, De Jaer, Giroul, Vandervelde, Hubin en Harmignie, vergaderde herhaaldelijk.

Het wetsvoorstel drukt de wenschen uit van eene reeks bescheiden helpers van het gerecht. Het heeft een dubbel oogmerk : 1^o de wijze van benoeming en afstelling der secretarissen en klerken bij de parketten; 2^o de verhooging van hunne jaarwedde, naar vaste regelen.

Eerst en vooral raadpleegde de Commissie de Regeering over het nuttige van het ontwerp en de geldelijke gevolgen van dezes goedkeuring. Den 15^{en} October 1901, stuurde de achtbare heer Van den Heuvel, Minister van Justitie, haar onderstaand antwoord toe :

Brussel, 15 October 1901.

« MIJNHEER DE VOORZITTER,

» Als gevolg op de vraag, mij toegestuurd door den heer Verslaggever der bijzondere Commissie, belast met het onderzoek van het wetsvoorstel tot wijziging van artikel 157 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting, heb ik de eer u de hier bijgevoegde tabel te laten geworden,

⁽¹⁾ Wetsvoorstel, n^o 125 (zittingsjaar 1900-1901).

⁽²⁾ De Commissie bestond uit de heeren BEGEREM, voorzitter, DESTREE, NEUJEAN, VAN CLEEMPUTTE, LE PAIGE.

waarin wordt opgegeven welke de geldelijke gevolgen zouden zijn van het aannemen van dit voorstel.

Toepassing den 1ⁿ Juli 1904, op het alsdan in ambt zijnde personeel.

	SECRETARISSEN.				KLERKEN.			
	Getal.	Huidige jaarwedde	Voorgestelde jaarwedde	Verhooging	Getal.	Huidige jaarwedde.	Voorgestelde jaarwedde.	Verhooging.
Hof van Cassatie.	1	4,500	4,500	"	1	2,550	2,900	350
Beroepshoven	3	15,200	15,300	100	17	38,600	45,900	7,300
Rechtbanken van 1 st aanleg, 1 ^e klasse. .	4	15,800	16,800	1,000	29	48,900	60,100	11,200
— — — 2 ^o — . .	14	55,200	59,900	6,700	34	63,500	75,400	12,100
— — — 3 ^o — . .	8	26,400	30,100	3,700	10	16,500	19,200	2,900
	50	115,100	126,600 (¹)	11,500	91	169,650	203,500	33,850

Getal titularissen : 100.

Huidige jaarwedde : 284,750.

Voorgestelde jaarwedde : 330,100.

Verhooging : 45,350.

(¹) Om dezen last te bepalen, werd enkel rekening gehouden met de diensten, als secretaris bewezen.

» In 1899, bij de beraadslaging over het wetsvoorstel betreffende de griffiebeambten, wilde de Regeering in geen en deele tusschenbeide komen voor het benoemen van de helpers der onderscheidene rechterlijke overheden. Ze was van oordeel « dat het hem die 't bestuur over eene griffie of » een parket voert en het werk van eenen klerk, eenen beampte noodig » heeft, moet toeheoren hem te verkiezen en aan te duiden; dat vermits hij » 't best in staat is te weten wat de behoeften van den dienst zijn, het hem » moet behooren te oordeelen over het verstand, de bekwaamheid, de vlijt, » de waarde der diensten, welke zijne medewerkers bewijzen of moeten » bewijzen, en eindelijk, dat met het oog op de tucht, de maatregel zich » even krachtig als streng opdrong ». (*Annales parlementaires*, Kamer der Volksvertegenwoordigers. Vergadering van 20 Juni 1899.)

» Evenmin kon de Regeering aannemen dat het bedrag der jaarwedde en de wijze van verhooging dezer beambten door de wet werd bepaald, omdat » dergelijk stelsel voor gevolg zou hebben aan allen dezelfde rechten toe te » staan, zonder voorbehoud noch onderscheid, zonder rekening te houden » met de bekwaamheid, de waarde of het ontoereikende van de bewezen » diensten ».

» Deze bedenkingen, in 1899 door de Wetgevende Kamers aangenomen, behouden nog al hare waarde ten opzichte der klasse van beambten, bedoeld door het wetsvoorstel dat aan het onderzoek der Commissie is onderworpen.

» Voor den goeden gang van den dienst, is het noodig dat de secretarissen en klerken der parketten blijven benoemd en afgesteld worden door de procureurs generaal en de procureurs des Konings, zooals tot hiertoe

geschiedde, zonder dat aan dit stelsel ten laste gelegd kan worden dat het aanleiding geeft tot misbruik van gezag.

» Het voorstel om het bedrag der jaarwedde in eene wet op te nemen, is evenmin te rechtvaardigen ten opzichte der secretarissen en klerken van de parketten als ten opzichte van alle andere ambtenaren en beambten van het algemeen bestuur des Rijks; voor hen zou de maatregel dezelfde bezwaren opleveren als voor laatstbedoelden.

» *De Minister van Justitie,*

» VAN DEN HEUVEL. »

In de Commissie ving een debat aan over artikel 1; de eenen deden de bedenkingen gelden, door de belanghebbenden aangevoerd, de anderen vreesden de nuttelooze uitbreiding van het functionarisme en beweerden dat in elk geval de bestaande toestand geene aanleiding scheen gegeven te hebben tot eenig misbruik. De meerderheid der Commissie was van oordeel dat er geene nieuwigheid moest ingevoerd worden, en dat artikel 1 van het wetsvoorstel niet diende aangenomen.

Toch acht de Commissie dat het nuttig zou kunnen wezen de parket-secretarissen bij koninklijk besluit te benoemen, uit hoofde van 't gewichtige van hun ambt. Voor dezen zou men zich dan kunnen vereenigen met het stelsel, door artikel 1 van het ontwerp voorgesteld.

Voor het tweede punt, op verre na het belangrijkste, verklaarde de Commissie eenparig dat de jaarwedden thans ontoereikend zijn, en drukte zij den wensch uit dat de Regeering aan de Kamer voorstellen zou doen om ze te verhoogen.

Die wensch werd overgemaakt aan den achtbaren Minister van Justitie, die er, bij brief van 21 December 1901, aldus op antwoordde :

« MIJNHEER DE VOORZITTER,

» Als gevolg op mijn schrijven van 15 October 1901 en de vraag, mij den 4ⁿ December daarna toegestuurd door den heer Verslaggever der bijzondere Commissie, belast met het onderzoek van het wetsvoorstel tot wijziging van artikel 157 der wet van 18 Juni 1869 op de rechterlijke inrichting, heb ik de eer u ter kennis te brengen dat de Regeering niet van oordeel is de Kamer voorstellen te moeten doen tot verbetering van den toestand der secretarissen en klerken van de parketten. De kredieten, op het ontwerp van begrooting voor het dienstjaar 1902 uitgetrokken, bevatten toereikende geldmiddelen om verhooging van jaarwedde te geven aan diegenen onder deze beambten, wier toestand dient verbeterd.

» Aanvaard, Mijnheer de Voorzitter, de verzekering mijner hoogachting.

» *De Minister van Justitie,*

» VAN DEN HEUVEL. »

Hierover kan de Commissie het gevoelen der Regeering niet deelen. Zij vereenigt zich met de klachten, zoo dikwijls ter Kamer gehoord tijdens de bespreking der begrootingen van Justitie. In de Toelichting van het wetsvoorstel des heeren Dufrane en medeleden zijn de gevoelens herinnerd, die

herhaaldelijk werden geuit door sprekers van iedere partij, en 't ware vervelend andermaal de zeer ernstige redenen te herinneren, die pleiten voor het verbeteren van het lot dier beambten.

Het schijnt niet billijk ze in eenen gansch ondergeschikten, de ellende nabijkomenden toestand te laten, terwijl, en met reden, de middelen van zooveel andere helpers der openbare diensten vermeerderden. Het uiteenloopende en kiesche van de hun opgedragen taak, de bijzondere vereischen van werkzaamheid, orde en eerlijkheid, die hun worden gesteld, het weinige vooruitzicht dat hun beroep oplevert, billijken het bij de Kamer ingediende wetsvoorstel.

Ten slotte, is het te wenschen dat de jaarwedden naar gelijke regelen op bepaalde tijden worden verhoogd. Dat schijnt de Regeering te bestrijden. Dit kan niet anders zijn dan uit vrees den gehoorzaamheidszin te verminderen van deze beambten ten opzichte van hunne oversten, of hunnen ijver om hunne plichten nauwgezet te vervullen. 't Kwam de Commissie voor, dat er in ruime mate rekening zou gehouden worden met het billijke van die bezorgdheid, wanneer het toekennen van de verhooging werd ondergeschikt gemaakt aan het gunstig advies van het hoofd van 't parket waaraan deze beambten verbonden zijn. Men mag er zich van overtuigd houden dat onze procureurs generaal en procureurs des Konings niet zonder ernstige redenen de toekomst van hunne bescheiden helpers zullen dwarsboomen, en deze bepaling schijnt aller belang te moeten bevredigen.

Daarom stelt uwe Commissie u voor, het aldus gewijzigd ontwerp aan te nemen. Ten einde de Kamer te laten oordeelen over de voorgestelde wetsverandering, geven wij hier den bestaanden toestand op, volgens omzendbrief van 22 Januari 1891.

			TOESTAND volgens omzendbrief van 22 Januari 1891.	
	Minimum.	Maximum.	Minimum.	Maximum.
<i>A. Hof van cassatie :</i>				
Secretaris	4,500 "	5,700 "	4,500 "	5,500 "
Klerk	2,000 "	3,800 "	2,000 "	3,000 "
<i>B. Beroepshoven :</i>				
Secretaris	4,500 "	5,700 "	4,500 "	5,500 "
Klerk	1,800 "	3,600 "	1,600 "	3,200 "
<i>C. Rechtbanken van 1^{re} aanleg :</i>				
Secretaris, 1 ^e klasse	3,600 "	4,800 "	3,400 "	4,400 "
— 2 ^e —	3,400 "	4,600 "	3,200 "	4,000 "
— 3 ^e —	3,200 "	4,400 "	3,000 "	3,800 "
Klerk, 1 ^e klasse	1,400 "	3,200 "	Geen klasse.	
— 2 ^e —	1,300 "	3,100 "	1,200 "	"
— 3 ^e —	1,200 "	3,000 "	"	"

Het besluit van 't verslag wordt goedgekeurd met drie stemmen tegen twee onthoudingen.

De Verslaggever,
J. DESTREE.

De Voorzitter,
V. BEGEREM.

AMENDEMENTEN DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD.

ARTICLE PREMIER.

L'article 157 de la loi du 18 juin 1869 est modifié comme suit :

1. Les secrétaires des parquets sont nommés par le Ministre de la Justice sur une liste double de candidats présentée par le chef du parquet où ils sont appelés à exercer leurs fonctions. Ils peuvent être révoqués par le Ministre sur l'avis de leur chef.

2. Les traitements des secrétaires et employés des parquets sont fixés conformément au tableau suivant :

	Minimum.	Maximum.
<i>A. Cour de cassation :</i>		
Secrétaire	4,500	5,700
Commis	2,000	3,800
<i>B. Cours d'appel :</i>		
Secrétaire.	4,500	5,700
Commis	1,800	3,600
<i>C. Tribunaux de 1^{re} instance :</i>		
Secrétaire, 1 ^{re} classe	3,600	4,800
— 2 ^e —	3,400	4,600
— 3 ^e —	3,200	4,400
Commis, 1 ^{re} classe	1,400	3,200
— 2 ^e —	1,300	3,100
— 3 ^e —	1,200	3,000

3. Tous les trois ans, les traitements des secrétaires et des employés des parquets, sont, sur avis favorable de leur chef, majorés de 300 francs.

4. La présente loi entrera en vigueur le 1^{er} du mois suivant sa promulgation. Il sera tenu compte aux titulaires actuellement en fonctions, de leurs années de service, pour la fixation des nouveaux traitements.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 157 der wet van 18 Juni 1869 wordt gewijzigd als volgt :

1. De secretarissen der parketten worden benoemd door den Minister van Justitie uit eene dubbele voordracht van kandidaten, opgemaakt door den overste van het parket waar zij geroepen zijn om hunne bediening uit te oefenen. Zij kunnen, op raad van hunnen overste, door den Minister afgezet worden.

2. De jaarwedden van de secretarissen en beambten der parketten worden bepaald overeenkomstig de hierbij gevoegde tabel :

	Minimum.	Maximum.
<i>A. Hof van cassatie .</i>		
Secretaris.	4,500	5,700
Kommies.	2,000	3,800
<i>B. Hoven van beroep :</i>		
Secretaris.	4,500	5,700
Kommies.	1,800	3,600
<i>C. Rechtbanken van 1^{ste} aanleg :</i>		
Secretaris, 1 ^o klasse	3,600	4,800
— 2 ^o —	3,400	4,600
— 3 ^o —	3,200	4,400
Kommies, 1 ^o klasse	1,400	3,200
— 2 ^o —	1,300	3,100
— 3 ^o —	1,200	3,000

3. Om de drie jaren worden de jaarwedden van de secretarissen en beambten der parketten, op gunstig oordeel van hunnen overste, met 300 frank verhoogd.

4. Deze wet treedt in werking den 1^{sten} der maand volgende op hare bekendmaking. Voor de thans in dienst zijnde titelvoerders, worden, tot bepaling van de nieuwe jaarwedden, hunne dienstjaren in aanmerking genomen.